



IdeAs

Idées d'Amérique

16 | 2020

Les marges créatrices : intellectuel.le.s afro-descendant.e.s et indigènes aux Amériques, XIX-XXe siècle

L'économie, clé de l'élection ? Un bilan contrasté de la présidence Trump

Jeremy Ghez



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/9657>

DOI : 10.4000/ideas.9657

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Jeremy Ghez, « L'économie, clé de l'élection ? Un bilan contrasté de la présidence Trump », *IdeAs* [En ligne], 16 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 18 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/9657> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.9657>

Ce document a été généré automatiquement le 18 octobre 2020.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'économie, clé de l'élection ? Un bilan contrasté de la présidence Trump

Jeremy Ghez

- 1 L'expansion économique la plus longue de l'histoire des États-Unis a officiellement pris fin en février 2020, après 128 mois de croissance. Elle aura dépassé de huit mois le précédent record que l'économie américaine avait établi entre la sortie de la Guerre froide et les attentats du 11-septembre, période particulièrement faste pour les États-Unis qui ne connaissaient alors aucun rival – le fameux « moment unipolaire ». C'est pour cela que le caractère exceptionnel de cette plus récente période d'expansion, qui s'est étendue de 2009 à 2020, ne tient pas seulement à sa durée, mais aussi au contexte national et international particulièrement fragile et incertain qui n'était pas, en théorie, propice à un essor économique de long terme. En effet, ni les divisions politiques intérieures profondes entre démocrates et républicains, ni les transformations géopolitiques majeures, marquées notamment par la montée en puissance de la Chine, n'auront eu raison de cette expansion qui a pris fin avec la pandémie et les confinements qui ont suivi.
- 2 Cette expansion économique a souvent joué un rôle clé dans les éléments de langage du président Donald Trump et de ses alliés. On le sait : les Américains savent pardonner beaucoup à un président sortant – même ses écarts les plus curieux, voire les plus choquants – tant que l'économie américaine reste dynamique. En revanche, ils ont autrement plus de mal à lui pardonner une récession. L'exemple de George H. W. Bush reste particulièrement marquant : sa popularité, pourtant élevée tout au long de son mandat et notamment à la sortie de la Première Guerre du Golfe, dégringole dès que l'économie américaine entre en récession à quelques mois du scrutin de 1992. Il perdra l'élection face à Bill Clinton. Tant que l'économie se portait bien, espéraient donc les alliés du président, et tant qu'il était donc en mesure de revendiquer la paternité de cette expansion historique, les chances de réélection de Donald Trump étaient largement assurées, avec ou sans les écarts de comportement. Pour ces mêmes alliés, le

rebond rapide du marché du travail américain pendant l'été 2020, après une destruction massive d'emplois engendrée par la crise sanitaire, représente une raison de plus d'espérer que cette récession soit relativement courte et indolore pour Donald Trump.

- 3 Croire que le début de la récession économique remet en question les perspectives de réélection de Donald Trump est légitime au vu des enseignements de l'histoire. Mais c'est également faire l'hypothèse que les règles du jeu politique américain n'ont pas changé et que la base électorale du président actuel ne pourrait pas résister à une récession. Pire, c'est succomber à la tentation de penser que la colère de toute une partie de la population américaine, autrefois ciment de cette base électorale de Donald Trump, disparaîtrait en cas d'échec du président sortant.
- 4 Or, indépendamment des conséquences de cette récession sur le scrutin de novembre, les forces politiques structurelles qui ont mené Donald Trump au pouvoir continueront d'influencer la nouvelle présidence qui débutera en janvier 2021. Afin de le démontrer, il convient ici de faire un bilan de cette expansion, puis d'analyser ses effets sur l'économie du pays, et enfin d'identifier les principaux défis auxquels le prochain président américain, quel qu'il soit, devra faire face.

Bilan d'une expansion hors-norme sous une présidence hors-norme

- 5 Cette expansion économique américaine avait débuté sous Barack Obama. L'élection de Donald Trump ne l'a pas mise à mal, contrairement à ce que certains observateurs de la vie politique américaine craignaient. En effet, plusieurs modèles économiques ont dû corriger leurs attentes tout au long de ce mandat présidentiel. À titre d'exemple, le modèle du média Bloomberg, véritable référence en la matière, évaluait le risque d'une récession à près de 50 % en décembre 2018. Cette probabilité a été divisée par deux un an plus tard, quelques semaines avant le début de la pandémie. Ces corrections multiples tout au long de la période illustrent bien le caractère inattendu de cette expansion qui a mené un certain nombre d'observateurs de l'économie américaine à se demander si l'idée même de cycle économique était encore pertinente au XXI^e siècle, alors que le rythme de croissance de l'économie américaine s'était ralenti tout en se stabilisant.¹ La nouvelle récession nous a rappelé que le caractère cyclique de l'activité économique est une réalité aujourd'hui. En cela, ce retournement conjoncturel n'a en soi rien de surprenant. Qu'il ait eu lieu à quelques mois du scrutin présidentiel de novembre serait un élément de malchance pour ce président sortant, mis en difficulté par un événement totalement extérieur à son pays et à son administration.
- 6 Pour autant, derrière la durée historique de cette expansion se cachent en effet des réalités plus sombres pour la présidence de Donald Trump. Si l'arrivée du nouveau président n'a pas mis fin à l'expansion, il y a bien eu un essoufflement de l'activité sous Donald Trump. Le nombre de créations d'emplois aux États-Unis, indicateur clé de la vitalité du pays, en témoigne. Certes, les chiffres de création d'emplois dans l'économie américaine sous la présidence de Donald Trump ont souvent démenti les attentes des économistes et des marchés – parfois même celles des plus optimistes. Mais l'économie américaine a créé plus de 8 millions d'emplois pendant les trois dernières années de la présidence Obama, sur la période 2014-16, et moins de 6,6 millions d'emplois pendant

les trois premières années de la présidence Trump sur la période 2017-19. De même, l'évolution de l'indice ISM, avant même le début de la pandémie, confirmait cette tendance à l'essoufflement : grâce à des sondages auprès de directeurs des achats dans le secteur manufacturier américain, l'indice détermine si l'activité est en expansion ou en récession par rapport au mois précédent. Or, il était en dessous de la barre des 50 depuis août 2019 – signe que le secteur manufacturier s'attendait aussi à un retournement conjoncturel avant même le début des confinements.

- 7 Ainsi, derrière une réussite économique insolente d'un président hors-norme se cachait une décélération de l'activité qui aurait eu lieu sans pandémie – même si la chronologie de la crise aurait peut-être été différente, et ses conséquences politiques autres.

Des difficultés structurelles persistantes, malgré l'expansion

- 8 Au retournement conjoncturel actuel s'ajoutent des difficultés structurelles aussi persistantes que significatives, toutes liées à la capacité de cette économie d'entreprendre, d'innover et de renouveler ses infrastructures et ses industries critiques. Ces difficultés continuent de peser sur l'activité américaine. Elles existent depuis longtemps, et la présidence Trump n'est pas parvenue à inverser la tendance.
- 9 L'économie américaine a été en mesure de générer des entreprises innovantes et influentes dans des secteurs-clés. Elle a aussi permis l'émergence d'écosystèmes propices à l'innovation. L'exemple de la Silicon Valley en est sans doute le plus frappant. Mais cette réalité en occulte une autre : la création d'entreprises s'est nettement ralentie aux États-Unis depuis quarante ans, avec une part des nouvelles entreprises divisée par deux depuis les années 1970. De plus, même quand elles arrivent à survivre à la concurrence, ces petites entreprises de moins de dix salariés restent, pour une large part, durablement petites aujourd'hui. La capacité d'entreprendre est ainsi mise à mal. La capacité d'innover se concentre entre les mains d'un nombre limité de leaders qui font face à de moins en moins de concurrence, autrefois vecteur d'innovation. Peut-être plus préoccupant, souligne Rebecca Henderson, l'économiste de Harvard, auteur du livre *Reimagining Capitalism in a World on Fire*, paru en avril 2020, cette volonté de tout miser sur les entreprises privées et sur le marché a peut-être aussi conduit les pouvoirs publics américains à négliger les investissements et le soutien aux industries critiques et à l'infrastructure, deux éléments pourtant essentiels pour répondre aux besoins les plus fondamentaux de l'économie américaine. Cette négligence expliquerait les difficultés auxquelles le pays fait face dans la crise sanitaire actuelle. Trump, qui avait promis de rompre avec les pratiques du passé, les a fait perdurer en réalité.
- 10 Il est aussi frappant de noter que le renouveau économique américain, qui a bel et bien eu lieu au vu de la prédominance des entreprises du pays notamment en termes de valorisation boursière, n'a pas vraiment amélioré le sort des Américains les plus vulnérables, les inégalités de destin ne se réduisant pas malgré cette expansion historique. Le géant de l'automobile américain ne s'appelle plus General Motors ou Ford et ne produit plus dans le Michigan où se trouvent la plupart des déshérités de la mondialisation, mais se nomme Tesla et a placé ses usines en Californie et au Texas. La réécriture à la marge du traité de libre-échange avec le Canada et le Mexique –

réécriture qu'une présidence Hillary Clinton n'aurait sans doute pas désavouée – n'a pas amélioré de manière radicale le sort des Américains de Pennsylvanie, du Michigan et du Wisconsin – trois États qui avaient voté pour le candidat démocrate à la Maison Blanche depuis 1992 au moins, et qui ont préféré Donald Trump à Hillary Clinton en 2016.

- 11 Ni cette expansion économique historique, ni l'élection de Donald Trump qui s'inscrivait dans la logique de rupture n'auront donc permis de résoudre des problèmes structurels persistants qui continueront de définir les contours de la prochaine présidence.

Les défis à venir

- 12 La radicalité qu'a introduite Donald Trump dans la vie politique américaine ne disparaîtra pas, que le président sortant réussisse son pari de réélection ou non. Lui qui incarnait la rupture et la soif de transformation aux yeux d'opinions publiques, comme celles de la Pennsylvanie, du Michigan et du Wisconsin, qui avaient choisi Barack Obama à deux reprises, a sans doute besoin d'un nouvel élan politique, la dénonciation de l'establishment n'est plus suffisante à la survie politique, surtout si le sort d'une partie de sa base électorale ne s'améliore pas. Mais sa défaite éventuelle en novembre ne signifierait pas non plus le retour au monde d'avant, tant les difficultés économiques structurelles persisteront. Ce sont sans doute elles, et non l'identité du prochain président, qui pourraient dicter les priorités de l'exécutif américain à venir.
- 13 L'une des premières questions se posera incontestablement au sujet de la Chine. Il s'agira notamment de se demander comment organiser le découplage, déjà amorcé, entre l'économie chinoise et l'économie américaine. Les chaînes de production internationales et diversifiées, qui cherchent à exploiter un avantage coût ou un savoir-faire d'une région du globe, indépendamment de là où elle se trouve, ne sont plus à la mode, se plaignait récemment l'hebdomadaire britannique *The Economist*. La pandémie pourrait profondément transformer l'approche des entreprises en la matière, les menant à préférer la proximité et la limitation du risque de rupture à la logique de la diversification, pourtant considérée comme sacro-sainte dans le monde d'hier. C'est l'interdépendance entre les acteurs économiques que la pandémie aura mis à mal. Ainsi, avec la bénédiction des autorités américaines, le fabricant de microprocesseurs Intel a décidé de rapatrier une partie de ses chaînes de production afin de mieux les sécuriser. C'est aussi ce qui pourrait pousser le réseau social chinois TikTok à se faire racheter par Microsoft et Walmart afin d'éviter les mesures de rétorsion à son encontre, essentiellement liées à la nationalité de ses actionnaires actuels.
- 14 Bien que sa logique soit discutable sur le plan de l'efficacité économique et sur le plan de sa pertinence en tant que réponse de long terme à la crise sanitaire, ce découplage des économies américaine et chinoise pourrait correspondre au souhait de cette classe politique américaine de réduire sa dépendance à Pékin. Une telle évolution porterait sans conteste un coup au portefeuille du consommateur américain – sans parler des conséquences sociales significatives dans les pays asiatiques – et pourrait ainsi être inversée. Mais ce souhait semble s'exprimer avec insistance, et ce, avant même l'entrée de Donald Trump sur la scène politique. La transition ne sera pas sans à-coups et méritera ainsi toute l'attention du prochain président.

- 15 De manière plus générale, la prochaine présidence américaine posera également la possibilité d'un changement de logiciel intellectuel de la classe politique du pays. Pendant tant d'années, la classe politique s'est targuée de protéger la classe moyenne américaine en protégeant les emplois. Or, l'Amérique ne dispose pas réellement de l'avantage-coût des autres régions du monde pour protéger les emplois efficacement. Au contraire, un changement de logiciel intellectuel exigerait de mettre l'accent sur la formation et la capacité des jeunes talents américains à s'armer des compétences essentielles pour survivre dans cet environnement international dans lequel adaptation et réinvention sont devenues les maîtres-mots. Cette transition serait cependant moins douloureuse dans un écosystème qui sait innover et qui sait entreprendre – d'où l'importance des réformes structurelles mentionnées plus haut qui exigent néanmoins de la part de cette classe politique du courage qu'elle n'a peut-être plus après une décennie de divisions grandissantes.
- 16 À l'heure actuelle, cette campagne électorale semble se réduire à un référendum sur la personne de Donald Trump, ce qui nous laisserait penser que l'enjeu du scrutin de 2020 se joue entre la perspective d'un nouveau mandat d'un président hors-norme et celle du retour au statu quo. Or, un deuxième mandat de Donald Trump ne pourrait plus être hors-norme, dans la mesure où Trump lui-même deviendrait le nouveau « normal ». De même, le retour des démocrates à la Maison-Blanche ne signifierait pas pour autant le retour au monde d'avant, tant la pandémie et la présidence de Donald Trump ont profondément fait évoluer le pays. Derrière la nouvelle donne politique américaine se dessinent de nouvelles contraintes pour Washington. La capacité du prochain président américain à y faire face influencera largement l'avenir du pays.
-

NOTES

1. Voir par exemple l'étude de la banque américaine JP Morgan qui, en 2019, avançait l'idée que les pouvoirs publics américains étaient parvenus à apprivoiser le cycle économique : <https://am.jpmorgan.com/br/en/asset-management/adv/insights/lcma/more-lcma-insights/taming-of-business-cycle/>

AUTEUR

JEREMY GHEZ

Jeremy Ghez, Professeur associé d'économie et d'affaires internationales à HEC Paris